



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MOSELLE

Préfecture
Direction des Libertés Publiques

ARRÊTE

N° 2011-DLP/BUPE-150 du 21 AVR. 2011

mettant en demeure la société CREPLAST de CREHANGE de respecter les prescriptions de l'article 6.3.5 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2010, sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code de l'Environnement et notamment son article L.514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010 autorisant la société CREPLAST à poursuivre l'exploitation du centre de valorisation de matières plastique, cartons, papier, et à exploiter une déchetterie industrielle sur le territoire de la commune de CREHANGE ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral DCTAJ-2010-97 du 30 décembre 2010 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 11 avril 2011 ;

Considérant que l'article 6.3.5 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2010 précise que « *des murs REI 120 sont disposés en limites de propriété Nord et Est conformément aux plans figurant en annexe 14 de la demande d'autorisation. Ces murs sont d'une hauteur minimale de cinq mètres* » ;

Considérant que lors d'une visite d'inspection réalisée le 6 avril 2011, l'Inspection des Installations Classées a constaté qu'aucun mur n'est disposé côté Nord et que seule une partie de la zone Est est équipée de ce dispositif ;

Considérant que la configuration des murs telle que constatée lors de l'inspection du 7 avril 2011 n'est pas conforme à celle exigée au regard de l'article 6.3.5 précité ;

Considérant dès lors que les prescriptions de l'article 6.3.5 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2010 précité ne sont pas respectées ;

Considérant les dangers et inconvénients générés par le non respect des prescriptions réglementaires pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement et notamment vis à vis des conséquences d'un incendie sur les tiers ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1^{er} : La société CREPLAST est mise en demeure de respecter, sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 6.3.5 de l'arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010 autorisant la société CREPLAST à poursuivre l'exploitation du centre de valorisation de matières plastiques, cartons, papier, et à exploiter une déchetterie industrielle sur le territoire de la commune de CREHANGE.

Article 2 : En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Article 3 : En vertu des dispositions du décret n°2010-1701 du 30 décembre 2010, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai continu à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, le Sous-Préfet de Boulay, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de CREHANGE où est implantée la société.


POUR COPIE CONFORME
Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau



Roland LANGENFELD

LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général




Jean-François TREFFEL